

Une couverture sanitaire universelle pour garantir la santé des générations à venir

Par Agnès BINAGWAHO *

Du temps où je travaillais comme pédiatre dans les hôpitaux publics du Rwanda, je consacrais ma vie à construire un avenir où les enfants pourraient atteindre leur plein potentiel sans craindre de tomber malade. Devenue ministre de la Santé, je peux témoigner des grands progrès que nous avons accomplis en tant que nation pour améliorer la santé de tous ceux qui vivent au « pays des mille collines ». Mais je suis aussi consciente qu'il est essentiel de poursuivre notre tâche, non seulement dans le pays mais sur tout le continent.

L'Afrique abrite quelques-uns des pays qui connaissent la croissance économique la plus rapide au monde, mais tous n'en ressentent pas les bénéfices de manière égale. Pour un bien trop grand nombre, les soins de base restent hors de portée. Des millions d'Africains n'ont tout simplement pas accès à des établissements sanitaires ayant un personnel formé, ni même à des travailleurs de la santé communautaires compétents. Même ceux qui ont la chance d'habiter à proximité d'un centre de santé peuvent rarement payer les services médicaux de base.

Il est temps de s'engager à ce que des soins de santé bon marché et de qualité deviennent la pierre de touche du développement de notre continent. Plusieurs pays africains ont décidé de fournir des services sanitaires à tous leurs citoyens, et ces initiatives donnent déjà des résultats car les communautés sont en meilleure santé.

Il y a vingt ans, le Rwanda était une nation dévastée par la guerre et le génocide : près de huit personnes sur dix vivaient dans la pauvreté, notre système de santé publique avait été quasi détruit et un quart des bébés ne survivaient pas jusqu'à leur cinquième anniversaire. À l'heure actuelle, même s'il reste du chemin à faire, le Rwanda est pros-

père. Cela s'explique par de nombreux facteurs, notamment une structure de gouvernance collaborative qui vise à tirer le maximum des fonds que nous dépensons pour notre population. L'approche visionnaire du Rwanda, qui accorde la plus grande priorité à la santé de la nation, a joué un rôle moteur dans les progrès accomplis.

En combinant les ressources nationales et l'appui des donateurs internationaux, nous avons élaboré un système qui a permis d'améliorer l'accès tant géographique que financier à des soins de santé de qualité pour tous les Rwandais. Grâce aux mutuelles de santé, notre système d'assurance communautaire, environ 90 pour cent de la population a une assurance-maladie. Sept pour cent de plus bénéficient d'une assurance civile, militaire ou privée. Même dans les villages les plus reculés, les Rwandais peuvent compter sur des agents sanitaires locaux qui prestent 80 pour cent des premiers soins et des services de médecine préventive ou les envoient dans des services plus compétents si nécessaire. Grâce à ce système, les Rwandais ont accès aux soins de santé sans craindre la ruine. Les résultats de cette approche, motivée par un sincère engagement en faveur de l'équité en santé, sont stupéfiants : depuis 2000, la mortalité néonatale a baissé de 66 pour cent, la mortalité infantile de plus de 70 pour cent et les décès dus au VIH, au paludisme ou à la tuberculose de près de 60 pour cent. Les jeunes Rwandais ont été les premiers enfants d'Afrique subsaharienne à être vaccinés contre la pneumonie et le virus du papillome humain (Vph).

D'autres nations africaines, dont le Ghana, l'Ouganda et l'Afrique du Sud, connaissent aussi d'importantes avancées en couverture sanitaire universelle. Chaque pays élabore son propre modèle afin de couvrir la totalité des habitants, en fonction de sa culture, de son histoire, de sa population et de son en-

vironnement. Il faudra désormais que chaque pays s'attribue tant les succès que les échecs de l'approche qu'il aura choisie.

Quelle que soit la méthode adoptée, les systèmes de santé devraient être participatifs, afin que les communautés puissent considérer l'assurance santé comme une « valeur ajoutée » et qu'il y ait un engagement politique durable pour porter ces initiatives à plus grande échelle. Ainsi, les initiatives visant à offrir des soins bon marché et de qualité ne laisseront personne à l'écart.

Jamais la nécessité d'une couverture universelle pour les soins de santé ne s'est fait autant ressentir dans le monde, et surtout en Afrique. En dépit des louables progrès accomplis au cours des dernières décennies en santé, le continent garde le taux de morbidité le plus élevé au monde, et ses systèmes de santé restent pour beaucoup largement insuffisants. La récente épidémie d'Ebola a mis en lumière ce que nous risquons tous si nous n'arrivons pas à investir à la fois dans des systèmes de santé solides et dans une bonne gouvernance. La couverture sanitaire pose aussi un sérieux défi économique. Des millions d'Africains ont des problèmes financiers à cause des dépenses catastrophiques qu'ils encourent quand ils tombent malades. D'après l'Organisation mondiale de la Santé, les habitants déboursent eux-mêmes environ la moitié des dépenses de santé dans notre région. Selon une étude publiée en 2009 dans Health Affairs, un ménage africain sur trois doit emprunter de l'argent ou vendre des biens pour payer les frais médicaux.

Aucune famille ne devrait avoir à choisir entre la bonne santé ou la faillite, surtout que nous avons vu l'impact extraordinaire qu'un système de santé national peut avoir sur la stabilité et la croissance économique. Lorsque les pouvoirs publics investissent dans des soins de santé bon marché, la population tout

entière se porte mieux. Les avantages économiques sont réels : il y a moins d'absentéisme au travail, et l'argent épargné pour éviter les conséquences négatives d'une mauvaise santé peut être investi dans un avenir meilleur pour les familles et les communautés. On peut payer les frais scolaires, ouvrir un nouveau commerce, et commencer à épargner au sein du ménage.

Sur le plan politique, le moment n'a jamais été aussi favorable pour investir dans la couverture sanitaire universelle. Il y a exactement deux ans, les Nations Unies ont approuvé

celle-ci à l'unanimité. Des organisations mondiales comme la Fondation Rockefeller et plus récemment la Banque mondiale ont vanté les bénéfices de la CSU sur le plan mondial, et à ce jour, plus de 80 pays ont demandé son aide à l'Organisation mondiale de la Santé pour mettre celle-ci en œuvre.

Aujourd'hui, nous célébrons l'anniversaire de cette décision historique avec la toute première Journée de la couverture sanitaire universelle (CSU), un appel à l'action mondial qui bénéficie du soutien sans précédent de plus de 500 organisations.

Alors que nous portons nos regards au-delà de la date-butoir de 2015 pour les Objectifs du Millénaire pour le développement, les dirigeants africains se voient offrir une opportunité extraordinaire : si nous investissons dans nos systèmes de santé maintenant (sachant qu'ils procurent un rendement impressionnant), nous pouvons construire une Afrique où les individus, les familles et les nations tout entières peuvent atteindre leur plein potentiel. Ensemble, nous pouvons tracer la voie d'une Afrique et d'un monde plus fort et plus résilient.

*** Ministre de la Santé,
Rwanda**